

## Discours

### Discours de Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture et de la Communication, prononcé à l'occasion de la clôture des Etats Généraux du Multilinguisme dans les Outre-Mer.



Cayenne, le 16 décembre 2011

Monsieur le Préfet de la région Guyane, cher Denis Labbé,  
Monsieur le Vice-Président de la Région Guyane,  
cher Jocelyn Ho-Tin-Hoe,  
Madame le Recteur de l'Académie de Guyane, chère Florence Robine,  
Mesdames et Messieurs les élus, qui nous faites l'amitié d'être parmi nous ce soir,  
Monsieur le Commissaire général de l'année des Outre-mer,  
cher Daniel Maximin,  
Monsieur le Délégué général à la langue française et aux langues de France, cher Xavier North,  
Monsieur le Directeur des Affaires culturelles de Guyane,  
cher Michel Colardelle,

Et vous tous, chers amis, rassemblés autour des jeunes guyanais et des artistes dont vous avez voulu faire ce soir vos porte-paroles,

En répondant nombreux à notre invitation - vous qui venez de tous les territoires ultramarins de la République - en acceptant de confronter vos expériences, vos convictions, vos expertises, pour jeter avec nous les bases d'une nouvelle politique des langues, vous avez fait de Cayenne, pendant trois jours, la capitale des Outre-mer français.

Ces rencontres de Cayenne marquent d'abord, me semble-t-il, un aboutissement, que je tiens à saluer au nom du Gouvernement.

Avec Daniel Maximin, nous étions avant-hier soir à la Cinémathèque française, à Paris, pour inaugurer le cycle de cinéma "Images des Outre-mer" – une très belle manifestation qui présentera jusqu'à la fin de l'année une soixantaine de films, afin de lutter contre ce que Daniel Maximin appelle le "déficit d'images". Je crois précisément que dans tous les domaines de la culture, il s'agit bien de faire en sorte, par un effort collectif, que ce "déficit d'images" ne soit bientôt plus que le souvenir d'un anachronisme.

Pourquoi parler d'anachronisme?

Parce que je suis fondamentalement persuadé que les Outre-mer français représentent pour la France un laboratoire unique de la diversité culturelle, par sa contribution essentielle à notre patrimoine culturel et artistique commun. Il y va de ce que le poète de Saint-Pierre-et-Miquelon, Eugène Nicole, appelle "l'ignorance de notre situation au monde".

Lorsque la France se revendique de la notion de diversité culturelle dans les enceintes internationales, ses représentants s'entendent souvent dire, vous me pardonnerez l'expression, qu'ils devraient commencer par "aller faire le ménage chez eux". Ces critiques n'ont peut-être pas toujours tort.

## Contact presse

Département de l'information  
et de  
la communication

01 40 15 80 20  
[service-presse@culture.gouv.fr](mailto:service-presse@culture.gouv.fr)

SEUL LE PRONONCE FAIT  
FOI

[www.culturecommunication.gouv.fr](http://www.culturecommunication.gouv.fr)

Le vent de l'histoire nous aura laissé son cortège de blessures. La blessure de la traite, des oppressions de tous genres, des discriminations. Il nous aura laissé également en héritage l'attachement à la République. Aujourd'hui, la diversité culturelle est devenue une valeur : que de chemin, en effet, parcouru en quelques décennies... Pour autant les cultures ultramarines souffrent encore d'un manque de visibilité et de reconnaissance dans notre République. C'est ce "déficit" qui fait par exemple que le cinéma ultramarin sera resté longtemps à l'état de promesse. C'est ce à quoi des personnalités comme Euzhan Palcy et tant d'autres s'attellent, Raoul Peck également qui dirige la FEMIS, et qui nous apporte toute la richesse de sa perspective haïtienne sur la question.

J'ai voulu sur tous les fronts faire des cultures ultramarines une priorité de mon action à la tête du ministère de la Culture et de la Communication. C'est dans cet esprit que j'ai lancé, voilà plus d'un an, un plan d'action pour l'Outre-mer, qui commence à porter ses fruits.

Remédier au déficit d'images, ce n'est pas se contenter des symboles. Ceux-ci sont importants, voire essentiels, comme la cérémonie en l'honneur d'Aimé Césaire au Panthéon, auquel le président de la République a rendu hommage. Je pense également à toutes les formes de reconnaissance publique données aux artistes ultramarins, ou encore au classement du maloya au patrimoine immatériel par l'UNESCO: dans le domaine de la reconnaissance, on ne fera jamais assez. Ce sont autant de marques d'attachement à l'une des composantes essentielles de nos identités culturelles.

Les symboles, bien sûr, ne suffisent pas.

Lors de mes déplacements en Outre-mer, je n'aurais pas ménagé mes efforts, notamment pour veiller à ce que les Outre-mer soient toujours pris en compte dans les initiatives de portée nationale lancées par mon ministère.

Dans le domaine du patrimoine, par exemple, les chantiers sont nombreux. Lorsque j'ai créé en septembre dernier le label des "Maisons des Illustres", qui met en réseau 111 lieux dans lesquels s'inscrit la mémoire des grandes figures des lettres, des sciences, de notre vie politique, sur l'ensemble des territoires français, j'ai veillé à ce que l'Outre-mer soit bien sûr représenté par plusieurs sites emblématiques, comme par exemple, la maison de Félix Eboué, ici en Guyane, ou encore celle d'Anne-Marie Javouhey à Mana. Pourquoi pas, demain, celle d'un Grand Man prestigieux?

Les enjeux patrimoniaux, ce sont aussi des projets comme celui de transformer, à Mayotte, le palais du Gouverneur en un musée de la culture et de l'histoire mahoraise, dont l'île a tant besoin. Stéphane Martin, le président du Musée du Quai Branly, m'a beaucoup aidé à définir les grandes lignes de ce projet.

Mieux prendre en compte les Outre-mer, pour mon ministère, c'est également soutenir les scènes du spectacle vivant. Théâtres, centres dramatiques, compagnies de danse... Tant reste à faire, notamment en matière de labellisation nationale des structures existantes et en création de nouveaux équipements. Je suis très reconnaissant du travail remarquable des directions des affaires culturelles de mon ministère, qui

accompagnent au quotidien la dynamique des coopérations avec les collectivités territoriales. Les défis à relever sont parfois relativement aisés à résoudre, mais ils peuvent également impliquer des investissements plus conséquents : dans tous les cas, l'essentiel est que la coopération entre les collectivités et l'Etat puisse être la plus étroite possible, et que la Culture en Outre-mer ne reste pas dans l'angle mort des rapports avec l'Etat et la métropole.

Sur tous ces chantiers, je crois que nous avons atteint un point de non-retour, et ces dynamiques pourront être relayées d'ici peu par l'agence nationale de promotion des cultures ultramarines, dont je puis vous annoncer aujourd'hui le lancement officiel, par mon ministère et celui de l'Outre-mer, au début de l'année 2012.

Aujourd'hui, c'est par les langues que nous terminons ce formidable coup de projecteur qu'aura été l'Année des Outre-mer. Nous terminons par les langues, ou plutôt nous commençons par les langues : c'est un formidable symbole, parce que chacune de nos langues détient un fragment d'universel ; parce qu'aussi nous avons la République et la langue française en partage. Sur les 75 langues de France qui ont été identifiées en 1999, les deux-tiers sont des langues ultramarines. Ces langues, dont presque toutes sont des langues maternelles, sont plus vivantes que jamais. Mais d'autres, nous le savons, sont dans une situation de disparition annoncée. Cela confère aux collectivités publiques une responsabilité que, pour ma part, je n'éluderai pas.

J'ai tenu également à ce que vos rencontres se tiennent ici, en Guyane. Tout d'abord parce que les collectivités territoriales de Guyane - le conseil régional et son président Rodolphe Alexandre - sont fortement engagées dans un travail particulièrement nécessaire de reconnaissance des cultures dans leur diversité, en même temps que de décloisonnement des communautés. Nous avons développé des projets communs auxquels je suis particulièrement attaché, je pense à ce cœur culturel que l'ancien hôpital Jean-Martial, où je me rendrai demain avec Alain Tien-Liong, président du conseil général, et Rodolphe Alexandre, pourra représenter pour la création et la mémoire en Guyane, pour la recherche aussi, notamment dans le domaine linguistique et des traditions orales, ainsi que de la culture immatérielle. Nous allons également signer demain quatre conventions entre l'Etat et les collectivités territoriales guyanaises: une convention-cadre de développement culturel avec la Région, une autre entre cette dernière et le Centre national du cinéma et de l'image animée, une convention de développement culturel territorial avec Saint-Laurent-du-Maroni, et une convention "territoire et lecture" avec Maripasoula.

Parmi les raisons d'organiser à Cayenne les Etats Généraux du Multilinguisme dans les Outre-mer, il y a bien sûr l'extraordinaire richesse et la complexité du patrimoine linguistique guyanais: 19 langues d'usage courant, dont 7 étrangères parmi lesquelles le portugais du Brésil, le cantonais et le mandarin, entre autres, le créole guyanais bien sûr, les quatre créoles bushinengé à base lexicale anglaise ou anglo-portugaise, le hmong, et six langues amérindiennes. Pour certaines, ce sont des langues que vous avez en partage avec nos voisins du Surinam, notamment pour les langues des Marrons, et du Brésil, pour le créole guyanais parlé par les Galibi-Marwono et Kari'puna, mais aussi le wayampi, le palikur, le kalina, entre autres langues amérindiennes qui sont presque toutes

transfrontalières, et que l'on retrouve jusqu'au Guyana et au Vénézuéla. Langues véhiculaires ou vernaculaires, langues en danger pour certaines, le spectre est très large, et propice aux croisements avec les perspectives linguistiques de nos voisins : les autres Guyanes et notamment le Surinam, les Etats caribéens, et bien sûr le Brésil, où le Premier ministre se trouve en ce moment même.

Ici, à Cayenne, pendant 3 jours, ce sont plus de 250 personnes venues des quatre continents qui se sont réunis. Chercheurs, enseignants, acteurs culturels, beaucoup d'entre vous oeuvrent au quotidien à faire vivre ces quelque cinquante langues de France.

Venus des Antilles, de la Réunion, de Mayotte, de la Nouvelle-Calédonie - qui détient le record de la diversité linguistique des Outre-mer français, avec la mosaïque des quelques trente langues kanaks que l'Académie des langues kanak contribue à mettre en valeur par son travail remarquable, avec l'Agence pour le développement de la culture kanak, avec le Centre culturel Jean-Marie Tjibaou -, de Wallis-et-Futuna, de Polynésie.

Je tiens à saluer très chaleureusement la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, M. Xavier North et ses équipes, pour leur engagement remarquable, pour leur travail patiemment construit, bien en amont, par des réunions préparatoires, en Nouvelle-Calédonie, à la Réunion, aux Antilles, et bien sûr ici même, avec la complicité et le dévouement de mon ami Michel Colardelle, le Directeur des affaires culturelles de Guyane, et de son équipe, qui mènent ici en Guyane une action essentielle - et je crois que les représentants des collectivités territoriales n'en disconviendront pas. Rassembler des chercheurs, des linguistes, des responsables d'associations culturelles, des enseignants, des traducteurs ou des artistes, venus de trois océans pour dialoguer avec leurs homologues guyanais, n'était pas un mince défi. Ce dernier a pu également être relevé grâce au concours que leur ont apporté la région Guyane, le CNES, le Fonds social européen et - puisque cette soirée est retransmise en direct par la télévision - la chaîne Guyane Première, et je voudrais que nous leur témoignions ce soir notre reconnaissance.

Je voudrais également remercier Florence Gendrier, Michel Alessio et Valelia Muni Toke, non seulement pour leur travail acharné auprès de Xavier North, mais aussi pour leur coordination du très beau numéro de Culture et Recherche, revue de mon ministère, pour un numéro qui rappelle, et je crois sans présomption, les meilleures heures du Courrier de l'UNESCO.

Dans des pays où, à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon, la langue française n'est pas la langue maternelle de la majorité de la population, les vieux clivages entre jacobins et girondins n'ont plus guère de sens. Les Outre-mer montrent à la métropole qu'il y a bien d'autres manières de concevoir et de vivre cette polyphonie dont Edouard Glissant, récemment disparu, nous aura notamment montré le chemin. Conforter la coexistence des langues ultramarines avec la langue française, dans des politiques spécifiques, cela a été l'objectif de vos rencontres. Il y va également de la qualité de l'apprentissage du français.

Vous vous êtes penchés, pendant ces trois jours, sur tous les domaines où vous partagez la même conviction: l'équilibre des langues doit faire l'objet

d'une démarche volontariste, pour une transformation du regard, pour une transformation pragmatique aussi. Cette conviction, je la partage pleinement avec vous.

Dans le domaine de l'emploi des langues dans la vie sociale, vous avez abordé des problématiques telles que l'accès au soin pour les citoyens non francophones, ou encore la promotion de son usage écrit, afin de lutter contre la relégation au seul cercle privé qui, comme Mona Ozouf l'aura montré pour le breton dans *Composition française*, peut pour une langue revenir "à terme à la condamner à mort".

Vous avez également débattu sur ce que les linguistes et les pédagogues appellent l'"équipement" des langues: leur outillage linguistique, les grammaires, les dictionnaires, les lexiques, la production d'outils didactiques... Là aussi, et malgré la variété des situations, vos échanges ont dû être particulièrement précieux – surtout dans un domaine où parfois le symbolique ou le politique peut l'emporter sur l'efficient : je pense aux graphies des créoles antillais. Je pense à ce que me confiait le ministre de la Culture du Cap-Vert il y a quelques semaines: là bas aussi, de l'autre côté de l'Atlantique, on se bat pour des graphies, et de même que nous avons le créole des "îles à sucre" et celui des "îles sans sucre", les Capverdiens ont le créole des îles sous le vent et celui des îles au vent. Dans ces domaines techniques, il est parfois bon de se souvenir que dans nos singularités, nous ne sommes jamais seuls, pour pouvoir garder le cap de la transmission.

Transmission à l'école et en dehors de l'école : c'est l'un des autres domaines que vous avez abordé pendant ces trois jours. C'est là que se joue l'éveil à la diversité et à sa compréhension. À l'heure où nous commémorons le dixième anniversaire de la Déclaration de l'UNESCO sur la diversité culturelle, je partage avec Mme Irina Bokova, sa directrice générale, une conviction : la diversité culturelle, c'est aussi et surtout une affaire de compétences. S'éveiller à la diversité des points de vue, être capable, dès le plus jeune âge, de comprendre que les langues constituent autant de filets différents jetés sur le monde : c'est cela, la compétence à la diversité. Je pense aux situations de bilinguisme en Polynésie française, dans les échanges au quotidien, à la radio, à la télévision, au plurilinguisme profondément ancré dans les cultures kanakes... La coexistence de ces langues de France que sont les langues ultramarines avec le Français constitue sur ce point un formidable vivier de compétences pédagogiques et d'ouverture au monde sur lequel il nous faut agir collectivement, et dont la métropole a beaucoup à apprendre. Lorsqu'on dit que la diversité est une richesse à exploiter, le parallèle avec les ressources naturelles et la biodiversité me laisse parfois perplexe : pour autant, je crois qu'avec cette notion de compétence, on appréhende beaucoup mieux ce dont il peut s'agir.

Vous avez également abordé le rôle que peuvent jouer les outils numériques. Bon nombre des 12 territoires et collectivités d'Outre-mer sont aujourd'hui connectés. C'est une chance considérable pour la vivacité des langues ultramarines, que ce soit par l'utilisation des réseaux sociaux, des supports vidéos, etc. C'est aussi une chance pour tous ceux qui contribuent à l'étude des langues, et qui luttent notamment à la sauvegarde de celles d'entre elles qui sont les plus menacées - je pense au formidable travail que fait l'association Sorosoro, et que vous

connaissez probablement tous, tant le succès de sa base de données audiovisuelles est une contribution très importante au travail souvent invisible des linguistes - en dehors des milieux spécialisés. Je pense également aux outils collaboratifs proposés notamment par la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, au "Corpus de la parole": là aussi, les pistes à explorer sont nombreuses.

Vous vous êtes également penchés sur la place des langues ultramarines dans la vie culturelle et dans les médias. Notre patrimoine linguistique, à l'évidence, trouve son meilleur avocat dans sa mise en valeur par la création. Je pense aux passerelles multiples qui ne demandent qu'à être encore plus développées entre le spectacle vivant et le patrimoine immatériel – qu'il s'agisse du théâtre caribéen, du deba de Mayotte, du maloya à La Réunion. J'ai eu le plaisir de recevoir il y a un an Christine Salem et ses musiciens à mon ministère pour l'édition 2010 de la Fête de la Musique, à l'occasion de l'inscription du maloya sur la liste du patrimoine immatériel. Je pense aussi à tout le talent qui est investi dans l'organisation de festivals comme Transamazoniennes, qui fait tant, en Guyane, pour la renaissance des cultures bushinengé et amérindiennes. Je pense aux traditions orales, aux contes de l'enfance, à l'art oratoire tahitien... Les exemples abondent de cette extraordinaire richesse verbale, orale, onirique, sur laquelle il faut veiller, pour la préserver, pour la mettre au mieux en valeur, sans la dénaturer.

Dans le domaine du cinéma que j'ai brièvement évoqué, la baisse considérable des coûts rend la production et la réalisation beaucoup plus accessible qu'il y a trente ou quarante ans, où seuls quelques fous géniaux se jetaient à l'eau. Aujourd'hui, c'est toute une nouvelle génération de jeunes cinéastes qui émerge dans les Outre-mer : à nous, les pouvoirs publics, collectivités territoriales et Etat, de les soutenir pour que leur oeuvre puisse connaître une diffusion à la mesure de leur talent, et atteindre les publics les plus variés, en métropole, dans les autres Outre-mer. À cet égard, je compte bien faire adopter par le Parlement la taxe spéciale additionnelle pour l'Outre-mer qui permettra d'accompagner cette vitalité retrouvée. Dans ce nouveau cinéma, la visibilité des langues ultramarines a à coup sûr toute sa place.

La promotion des langues ultramarines, c'est aussi évidemment la télévision. J'ai veillé à ce que figurent bien, dans le contrat d'objectif et de moyens de France Télévisions pour la période 2011-2015, des objectifs ambitieux et évaluables pour les Outre-mer Premières. Comme vous le savez, le passage à la TNT a permis d'enrichir largement l'offre de télévision en Outre-Mer ; les citoyens ultramarins disposent désormais de 8 à 10 chaînes gratuites. Les chaînes locales, qui diffusent notamment en langue vernaculaire, sont diffusées sur la TNT, avec par conséquent une bien meilleure qualité de son et d'image. Mon ministère et celui de l'Outre-mer ont mis en place un dispositif spécifique pour accompagner ces chaînes lorsqu'elles rencontrent des difficultés financières nouvelles, qui peuvent être dues notamment aux coûts de diffusion parfois plus importants en numérique, comme c'est le cas par exemple aux Antilles. Cela est également favorable à la mise en valeur de notre diversité linguistique.

Dans tous les domaines du multilinguisme ultramarin, vous avez fourni, durant trois jours, un travail considérable, dont je tiens tout d'abord à vous

remercier chaleureusement. J'examinerai avec une attention toute particulière le relevé de conclusions auquel ont abouti ces États généraux, et dont une synthèse vient de nous être présentée. Je voudrais saluer d'abord le nombre et la qualité des recommandations produites dans les ateliers et en séance plénière. Ils témoignent à la fois d'un long travail de préparation « en amont », et d'un engagement que vous partagez dans l'ensemble des Outre-mer. L'idée de ces rencontres était précisément de produire cette mise en perspective inédite, entre des pays si différents qui ont le multilinguisme en partage.

Vous n'avez laissé de côté aucun domaine de développement ou de mise en valeur du multilinguisme ultramarin. Pour n'aborder qu'un seul sujet, au titre des langues dans la vie sociale en général, il convient de rappeler, comme vous le faites, que rien ne s'oppose à leur emploi, dès lors que celui-ci est assorti d'une version en langue française qui, seule, a valeur juridique. Cette possibilité d'expression est encore trop méconnue. Or elle est ouverte à tous, y compris aux services publics et aux administrations, particulièrement à l'échelon des collectivités territoriales. Il y a là un moyen formidable pour assurer la visibilité et, dirais-je, la légitimation des langues de France. La publication bilingue, par une commune, de la revue municipale, ou de textes émanant du conseil municipal, l'adoption des formes correctes et traditionnelles des noms de lieu, conjointement aux formes officielles qui s'en écartent parfois : autant de moyens de promotion du multilinguisme ultramarin sur lesquels les collectivités locales pourraient s'engager si elle le désire, et qui peuvent bénéficier de l'appui de l'Etat.

En matière de langues régionales, il faut le rappeler, l'article 75-1 de la Constitution, adopté en 2008, a introduit, par son inscription au Titre XII consacré aux collectivités territoriales, un principe de responsabilité partagée entre ces dernières et l'État. C'est tout un espace de concertation et de collaboration inédites qui s'ouvre, et qui doit prospérer. Nous avons déjà engagé un dialogue fructueux avec plusieurs régions de l'Hexagone autour de projets de développement linguistique. Il va sans dire que l'Outre-mer se prête par excellence à ce type d'approche. Ces États généraux marquent doivent être un point de départ, et je sais que vous attendez du concret, des annonces précises, et qui seront suivies d'effet.

Les idées que vous avez débattues, dont beaucoup relèvent d'un cadre interministériel, m'ont paru d'une grande pertinence, et j'ai bien entendu votre message ; il ne restera pas sans suite. Je ferai part à mes collègues du Gouvernement, parmi les mesures susceptibles d'être prises, de celles qui intéressent directement leur domaine d'intervention. Je me réjouis, à cet égard, de voir que de nombreux agents de l'Éducation nationale, à tous les niveaux de l'Administration, ont pris une part active aux « États généraux ». Je vous prie, Madame le Recteur, de les en remercier. Nous oeuvrons dans le même sens : une collaboration avec les services de la Culture est indispensable à toute avancée sur la voie que nous traçons ensemble. Une demande est remontée très fortement au cours des ateliers de ces États Généraux : celle d'adapter pour les Outre-mer le Code de l'Éducation, en y inscrivant au-delà du créole, les langues maternelles. Cela ne relève pas de ma compétence directe, mais je comprends cette demande, qu'en tant que ministre de la Culture et de la Communication, je me dois de relayer. J'en ferai part à mon collègue Luc Chatel, qui, je le sais, est sensible à ces questions, de façon à ce que

nous trouvions le moyen, peut-être dans le cadre d'une convention expérimentale entre le ministère de l'Education nationale et la Culture, par exemple en Guyane, de faire progresser la prise en considération de ces langues dans l'enseignement public.

Enfin, comment ne pas souhaiter que l'histoire des arts réserve une place accrue aux monuments et aux expressions artistiques propres aux territoires ultramarins concernés ? Est-on bien sûr que les élèves, tous les élèves, quels qu'en soient l'origine, sont initiés aux grandes dates de l'histoire de leur territoire ?

Dans mon propre champ de compétences, plusieurs mesures peuvent d'ores et déjà être envisagées. Je veux qu'elles se réalisent concrètement. Vous avez notamment insisté sur le fait que les langues d'Outre-mer devaient davantage s'afficher dans les lieux publics. C'est la question de leur visibilité, de leur « socialisation ».

C'est pourquoi je demande d'ores et déjà aux musées relevant de la tutelle du ministère de la Culture de prévoir désormais des cartels et une signalisation qui informent le public dans la ou les langue(s) régionale(s) en usage dans le territoire d'implantation, et de prévoir des visites de conférenciers dans cette ou ces langue(s). Il me semble que les villes ayant le label « ville d'art et d'histoire » pourraient en faire autant, comme c'est déjà le cas à Saint-Laurent-du-Maroni.

Dans le champ du spectacle vivant, des dispositifs spécifiques pourraient être mis en place pour aider les pratiques d'amateurs ayant recours aux langues de l'Outre-mer et à leur traduction en français. Les théâtres publics devraient être incités à se doter de mécanismes de sur-titrage pour faciliter la compréhension du public allophone. Et j'ai l'intention de demander à l'Institut français et à la future agence des Outre-mer de se concerter pour favoriser la circulation dans les pays tiers des spectacles produits dans vos territoires. J'inscrirai dans le cahier des charges des établissements que je subventionne l'obligation de coproduire et de programmer des spectacles dans les langues de l'Outre-mer.

La lecture publique appelle un effort particulier. J'ai bien conscience que les langues parlées outre-mer sont inégalement « équipées », comme disent les linguistes. Sans attendre nécessairement que leur codification s'achève, les bibliothèques publiques devraient identifier plus nettement les ouvrages publiés dans les langues de l'Outre-mer, et je le dis de la manière la plus ferme : nos dispositifs d'aide à la diffusion du livre et à l'édition doivent être largement ouverts aux langues régionales, qui relèvent du droit commun.

La remarque vaut également pour les industries culturelles et pour les médias. Comme vous savez, s'agissant des services de radio, la loi autorise d'ores et déjà à comptabiliser les chansons en langues régionales au titre des quotas dévolus aux chansons d'expression francophone. Cette possibilité est insuffisamment exploitée. Quant aux dispositifs d'aide financière dont bénéficient les médias écrits et audiovisuels en français, ils doivent être également ouverts aux médias qui utilisent les langues régionales : compte de soutien à l'industrie des programmes cinématographiques et audiovisuels, fonds de soutien à l'expression radiophonique, etc. Je donnerai à ce propos des instructions fermes aux



dirigeants de l'audiovisuel public – dispositions qui sont d'ailleurs inscrites d'ores et déjà dans leurs contrats d'objectifs et de moyens.

Et puisque nous sommes en Guyane – mais le propos pourrait être étendu à plusieurs autres territoires –, permettez-moi de revenir sur le pôle linguistique et du patrimoine immatériel : après l'étude Tertius qui a été réalisée à l'initiative de la Direction des affaires culturelles, et des demandes que vous avez-vous-mêmes exprimées avec force hier et aujourd'hui, je m'engage à saisir le président du Conseil Régional - et je sais l'intérêt qu'il porte à la question de la diversité culturelle - : nous créerons ensemble ce pôle dès l'année qui vient. Ce pôle ne sera pas une institution autoritaire : il sera ouvert à la concertation des locuteurs et des représentants des communautés ; il aura à la fois la fonction de faciliter la connaissance et l'archivage des langues et des cultures orales, de développer leur diffusion, et de faciliter la concertation également des différents services publics au sujet des langues ultramarines et de leurs locuteurs.

Beaucoup d'autres initiatives sont possibles, et je compte sur vous pour m'en suggérer. Je pense aux traductions vers les langues ultramarines dans les sites internet des directions des affaires culturelles des Outre-mer ; c'est peu de choses, mais cela contribue aussi à montrer l'exemple. Je pense à la création d'un portail internet du multilinguisme ultramarin, proposant les outils adaptés à ceux qui en ont besoin. Comme je vous l'ai dit, n'oublions pas les ressources du numérique, qu'il faut à coup sûr mieux exploiter.

Le multilinguisme ultramarin constitue à mes yeux un axe fondamental de développement des territoires, au croisement des pratiques culturelles, des usages sociaux, des engagements politiques. À chaque fois que les collectivités voudront s'en saisir, je m'engage à ce que l'Etat soit là pour les appuyer, en prenant en compte la spécificité et la complexité de chaque configuration. C'est tout le sens de l'exigence que vous vous êtes fixés pendant ces trois jours : mettre en commun des convictions communes tout en gardant le cap du pragmatisme dans les mesures que vous proposez, afin de définir des coexistences efficaces, où le respect a évidemment toute sa place.

Parier pour la polyphonie, c'est prendre le risque du divers. Je veux le prendre avec vous.

C'est Joseph Zobel, l'auteur de La Rue Case-Nègres, qui écrivait dans un poème dédié à Aimé Césaire : "j'écoute l'oxygène de ton verbe".

Je vous remercie.